

Iran : Reprise des bombardements impérialistes et crise interne



Le 15 juillet, le port de Chahbahar sous les bombardements américains.

Le cessez-le-feu fragile entré en vigueur le 18 juin, à la suite du protocole d'accord signé entre les États-Unis et la République islamique d'Iran, a une nouvelle fois montré ses limites. Cet accord, qui ouvrait une période de négociations de 60 jours, faisait dès l'origine l'objet d'interprétations divergentes. Le principal point d'achoppement concerne le contrôle du détroit d'Ormuz, par lequel transite environ 20% du pétrole mondial. Téhéran entend y imposer un droit de passage, tandis que Donald Trump refuse de laisser le contrôle de cette voie stratégique au régime iranien.

Rupture du cessez-le-feu

Alors que Téhéran avait obtenu de Washington des garanties pour organiser les funérailles de l'ancien Guide Ali Khamenei, tué lors d'un bombardement israélo-étatsunien le 28 février, les Gardiens de la révolution ont attaqué plusieurs navires commerciaux dans le détroit. Ces opérations ont entraîné une nouvelle campagne de bombardements US contre les régions côtières iraniennes, qui sont aussi celles qui détiennent une grande partie des richesses en hydrocarbures du pays. Fortement militarisées, elles permettent aux Gardiens de la révolution de contrôler le détroit, de viser les bases étatsuniennes du Golfe. Les populations, notamment baloutches et arabes, déjà parmi les plus pauvres et les plus opprimées d'Iran, subissent de plein fouet ces bombardements, et ce sans bénéficier de la moindre protection du régime.

Tout en annonçant au Congrès américain la reprise de la guerre, Trump indique rétablir le blocus sur les ports iraniens cherchant à étrangler économiquement la République islamique d'Iran.

Crises et évolutions en Iran

Cette confrontation entre l'impérialisme étatsunien et l'état réactionnaire qu'est la République islamique d'Iran connaît, depuis le 28 février, des alternances entre des phases d'affrontements et de négociations. Elle a des conséquences économiques majeures à

l'échelle mondiale mais entraîne également une exacerbation des crises en Iran et met en lumière les divisions au sommet de l'État. Le président Pezeshkian et le ministre des Affaires étrangères Araghchi souhaitent parvenir à un accord avec Washington afin d'alléger les sanctions, d'augmenter les exportations de pétrole et de récupérer une partie des avoirs gelés. Alors que les Gardiens de la révolution, qui concentrent toujours davantage les pouvoirs politique, économique, sécuritaire et militaire, contrôlent les circuits de contournement des sanctions ce qui constitue une source d'enrichissement considérable, refusent toute normalisation avec les États-Unis comme tout abandon des programmes nucléaire et balistique. Des scènes montrant l'exfiltration d'Araghchi durant les funérailles du Guide sont éloquentes. Ces cérémonies ont été l'occasion pour les courants hostiles aux négociations d'organiser les foules traitant Araghchi et Pezeshkian de traîtres à la patrie.

L'avenir des peuples d'Iran

Le régime qui pourrait évoluer vers une dictature militaro-sécuritaire plus classique et concède quelques assouplissements sur certaines questions sociétales. Cela se traduit notamment par une certaine tolérance à l'égard de certaines tenues vestimentaires des femmes « considérées comme non conforme à la loi islamique », ou l'acceptation d'une mixité plus importante dans l'espace public.

Ces évolutions ne combleront toutefois pas le fossé existant entre le pouvoir et les peuples d'Iran. D'ailleurs la répression, les lourdes peines de prisons et les exécutions rappellent chaque jour la brutalité et la violence de la République islamique d'Iran. Les difficultés actuelles ne sont pas seulement la conséquence des sanctions ou de la guerre, mais de plus de quarante ans de despotisme, de capitalisme sauvage, de corruption structurelle, d'enrichissement des élites et de répression des secteurs combattifs de la société. Dictature, apartheid de genre, oppression des minorités nationales, baisse des salaires réels, inflation, chômage, pauvreté, crise du logement et destruction de l'environnement continuent de s'aggraver.

Le soulèvement de janvier 2026 a montré une fois de plus, que l'immense majorité de la population aspire à la fin de la République islamique d'Iran. La répression sanglante, puis l'intervention militaire des États-Unis et d'Israël, ont interrompu cette dynamique sans la faire disparaître. Les mécontentements populaires refont déjà surface.

Les travailleurs/euses, les femmes, la jeunesse et les minorités nationales n'ont rien à attendre des négociations en cours, ni des armées étatsunienne ou israélienne. Personne en Iran ne compte sur une évolution interne du régime conduisant à la liberté, à l'égalité et au progrès social. L'avenir des peuples d'Iran ne se décidera ni à Washington, ni à Tel-Aviv, ni dans les cercles dirigeants de la République islamique d'Iran, mais par l'organisation, les luttes sociales et démocratiques, ainsi que la solidarité entre les peuples du Moyen-Orient en luttes contre l'impérialisme, le colonialisme et les despotismes.

Babak Kia